

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°104 déc. 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70^{cts.} can.

Face à la crise historique du capitalisme la gauche et les syndicats sont des obstacles à briser

"L'époque que nous vivons est merveilleuse, c'est à dire que je qualifie de merveilleuse une époque qui pose des problèmes en masse, de grands problèmes, qui aiguillonne la pensée, qui suscite la critique, l'ironie et le sens profond, qui stimule les passions et surtout une époque fructueuse, grosse, grosse, qui accouche à chaque heure et ressort plus "grosse" encore de chaque naissance, qui n'accouche pas de souris mortes ni même de mouches crevées, mais d'un tas de choses géantes, ainsi : de crimes géants, de déconfitures géantes, de bêtises géantes."

(Rosa Luxembour, dans "Vive la lutte!", correspondance de 1891 à 1914, p.267)

Notre époque elle aussi est "grosse, grosse" et "pose des problèmes en masse".

La bourgeoisie en France a, elle, réussi le tour de force d'accoucher à la fois de souris mortes, de mouches crevées,

de déconfitures géantes et de bêtises géantes.

La bêtise géante, c'est d'avoir installé la gauche au pouvoir, où elle est nue ; la "déconfiture géante", c'est le "changement". Les "mouches crevées" et les "souris mortes", ce sont les grèves syndicales.

En un an, la gauche et les syndicats ont foutu en l'air dix ans de travail patient. Dix années où ils s'étaient employés à reprendre le contrôle d'une situation sociale dont mai 68 avait changé les données en faisant ressurgir le problème de la révolution.

Ils apparaissent aujourd'hui clairement pour ce qu'ils ont toujours été de façon camouflée dans l'opposition : des gardiens de l'ordre bourgeois, jaloux de leurs prérogatives de garde-chiourmes que leur a confié depuis longtemps l'Etat.

En plaçant la gauche au gouvernement, la bourgeoisie ne fait pas que nous indiquer plus clairement nos ennemis, elle balaye aussi les dernières illusions de pouvoir délégué à d'autres la prise en charge de notre avenir.

(Voir pages 3 et 8)

CRISE DU CAPITALISME

la première puissance mondiale dans l'impasse

■ Que ce soit dans les pays de l'Est ou de l'Ouest, c'est à une crise économique mondiale qu'est confrontée la classe ouvrière internationale.

Cette crise n'est pas autre chose que la crise historique du système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme qui domine l'humanité. A une crise historique, il ne peut y avoir de réponse qu'historique.

"Dans ces crises, une grande partie, non seulement des produits déjà créés, mais encore des forces productives existantes sont livrés à la destruction. Une épidémie sociale éclate qui, à toute autre époque eut semblé absurde : l'épidémie de la surproduction." (Marx, "Le Manifeste").

Ce fléau a atteint aujourd'hui un niveau de développement incroyable.

Les immenses moyens de production produits par l'humanité au lieu de la soulager d'une existence pénible, laborieuse et pleine d'aléas, sont employés contre elle. Chaque nouvelle acquisition technique, au lieu de venir alléger le travail, devient dans les mains du capital, un moyen de renforcer encore l'exploitation et l'oppression. Ce sont des millions de per-

sonnes qui se retrouvent au chômage. Celles qui conservent du travail ne le conservent qu'au prix de conditions d'exploitation encore plus dures et pour des salaires inférieurs. Quant à l'avenir, il faut voir comment face à l'effondrement de leur puissance économique les différentes puissances se retranchent derrière leur force militaire; il suffit de voir comment face à la faillite de leur système social, elles ne font qu'accumuler les moyens de destruction de plus en plus démentés pour comprendre l'avenir qu'elles nous réservent; pour comprendre comment demain, si elles étaient livrées à elle-mêmes, elles ne pourraient plus contenir les démons qu'elles ont elles-mêmes invoqués.

Alors que l'humanité dispose de moyens de transports et de communications sans précédents dans l'histoire humaine, alors que la production mondiale nécessite la coopération de chaque partie de la planète, le capitalisme, à l'Est comme à l'Ouest, est contraint de se retrancher derrière les barrières nationales, ou de blocs de nations.

couverture de la revue américaine "Newsweek", septembre 82.



Que ce soit le pays qui produit le plus de richesses au monde, les USA, dont l'économie sombre sans plus d'espoirs de "redressement", montre clairement qu'il n'y a rien à attendre du système social capitaliste.

La situation d'aujourd'hui est grave, mais les répercussions de la faillite américaine vont encore précipiter plus le chaos du reste du monde capitaliste. A l'Est comme à l'Ouest, il ne peut plus y avoir d'illusions : la crise ne s'arrêtera pas là.

Face à une crise mondiale qui impose la destruction des frontières, face à une crise de surproduction qui impose l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, chaque bourgeoisie nationale demande la mobilisation générale pour gagner "la guerre économique". Dans la guerre économique, la classe ouvrière ne peut que se faire la guerre à elle-même. Dans la guerre économique qui ne peut déboucher que sur la guerre mondiale tout court, refusons d'être les soldats du capitalisme.

VOIR NOTRE ARTICLE P.4

sommaire

FRANCE :
-GAUCHISTES : une fausse critique pour un vrai soutien...P.3
-LA GAUCHE PARTICIPE A L'EFFORT DE GUERRE...P.3
-USA : la paupérisation absolue...P.4
-POLOGNE : tirer les leçons...P.5
-ESPAGNE : La consolidation de l'appareil Etatique...P.5
-LE PCI ET LA QUESTION SYNDICALE...P.6

une fausse critique pour un vrai soutien à la gauche

■ Ils ne font plus la une de l'actualité, il n'y a plus inflation de leurs tracts. La France gauchiste aurait-elle pris de la bedaine comme son quotidien Libération ? Détrompez-vous, les gauchistes de tout acabit survivent à l'instauration du "socialisme rose" en France.

Si les rotatives et les ronéos du PSU ou de la LCR tournent au ralenti et ne s'accroissent que pour des événements externes à l'hexagone, c'est bien sûr parce qu'ils s'interdisent d'agresser le camp ami : la gauche bourgeoise. Un groupe détonne pourtant, comparé à l'aplatissement des autres, lutte Ouvrière, par une attaque contre la gauche apparemment aussi virulente que contre les patrons et la droite ; bien qu'un humour impayable le dispute à des révélations inouïes comme cette affiche qui titre : "Quand les prix montent, les salaires descendent".

Mais, souvenons-nous : la veille du 10 mai 1981, L.O appelle à voter Mitterrand "sans illusions". Au début de la récente expérience malencontreuse de gauche au pouvoir, L.O déclare : "Mauroy n'a pas tort de dire qu'il hérite d'une situation économique dont son gouvernement n'est pas responsable" (L.O, N°685) Un an après la victoire inattendue, le mirage s'est déjà dissipé, aussi L.O concède : "Un an de ce gouvernement-là montre que les élections ne changent rien pour les travailleurs, que le bulletin de vote ne peut apporter que des déceptions à la mesure des illusions" (L.O, n°729). Mais voilà, le groupe trotskyste de Laguilleur a ainsi véhiculé toutes ces illusions, accompagnant lentement le voile de l'état de grâce au fur et à mesure qu'il se retirait, abusant à chaque fois ses lecteurs ses auditeurs sur l'étendue de sa remise en cause de la gauche au pouvoir. En vérité, les critiques de L.O sont véhémentes mais non révolutionnaires. Il s'agit de mises en demeure à des congénères ; Mauroy est trop "mou", c'est un socialiste qui se laisse entraîner par des bourgeois : "... devant les subventions accordées aux patrons, Mauroy s'est incliné" (Arlette à FR3). L.O qui se laisse griser à chaque échéance électorale par le fol espoir de ravir un quart de siècle de

député, semble tout à coup se rendre compte ingénument, post-festum électoral, que gouvernement issu des élections et classe ouvrière sont deux choses distinctes et se tourne donc vers ceux qui, traditionnellement, apparemment et caricaturalement, s'opposent aux gouvernements "au nom de la classe ouvrière" : les syndicats. Et de déchanter : "les syndicats à la remorque d'une politique anti-ouvrière" (n°735). Puis, en juillet 82, c'est alors le début du célèbre blocage des salaires. L.O reproche aux "centrales" et aux "directions syndicales de ne pas même organiser une riposte symbolique" comme du temps de Barre. Les journées d'action-bidon et les débrayages secteurs par secteurs sont dénoncés. L'invective ne faiblit pas avec les numéros suivants : "Mais le gouvernement de gauche, lui, a tenu à montrer qu'il pouvait aller plus loin que la droite, qu'il était capable d'éviter la colère des travailleurs avec la complicité des états-majors syndicaux", ou encore : "les syndicats ont pour but de faire avaler aux travailleurs les couleuvres que lui ont préparé Mauroy et Mitterrand". S'il s'agit d'une réelle dénonciation des syndicats et non d'une autre couleuvre, que propose L.O ? : "soyons sûrs que des protestations organisées un peu partout, par les militants ouvriers, par les travailleurs eux-mêmes, en rasant éventuellement par-dessus la tête des directions syndicales incapables (souligné par nous), inquièteraient patrons et gouvernants plus encore qu'une simple journée d'action décidée par les états-majors". On le voit, à la lecture attentive, il ne s'agit nullement d'une remise en cause des appareils syndicaux, de ce cadre étouffant pour la lutte de classe que sont les diverses structures des professionnels de la négociation-collaboration de classe.

L.O, comme tous les groupes gauchistes considérant la classe ouvrière comme une masse de manoeuvre, veut faire avaler de surcroît que celle-ci ne serait capable que de ruer dans les brancards et non de détruire ce qui bride sa lutte. En réclamant des syndicats efficaces et représentatifs (surtout pour lui-même), le groupe L.O ne fait que tenter de redonner vertu à son tour à des or-

ganismes délaissés peu à peu par les ouvriers (cf. nos articles sur la désyndicalisation) et étrangers à la lutte de classe. Enfin, les membres de L.O participent discrètement à l'appel des mille de Rouen (inspiré par la LCR) sorte de pétition nationale, dont l'OCI-PCI avait jusque-là la spécialité, adressée à Mitterrand et à ses ministres pour qu'ils respectent leurs engagements pour le changement... c'est à-dire pour que les éventuelles prochaines grèves importantes "poussent le gouvernement mais ne le renversent pas" (Rouge).

Il n'y avait, il n'y a RIEN à espérer de la gauche bourgeoise - pas plus que de la droite - mais l'extrême-gauche a entretenu et entretient l'illusion du changement par les élections et l'action syndicale. Les élections n'ont servi à rien, réfugiés-nous pour l'instant vers l'activité syndicale, dit L.O en substance... jusqu'aux prochaines élections. Quand les élections rythment la vie politique bourgeoise de façon étalée dans le temps et que, entre les diverses échéances, une solide tempérance sociale est maintenue par les organismes syndicaux, cela ne fait pas problème, une illusion succède à l'autre. Mais, aujourd'hui, ce rythme nonronnant valable naguère apparaît déphasé et comme déstabilisé. Quelles que soient les futures élections, comment pourrait-on oublier que la gauche a assumé, assume directement la responsabilité de l'exploitation, des mesures d'austérité et de répression en étant à la tête de l'Etat ? Mauvaise posture pour ces "défenseurs" de la classe ouvrière !

Pourtant, L.O, comme l'ensemble de la gauche, y a été de son obole pour masquer les vraies responsabilités en invoquant :

- l'héritage du régime précédent ;
- la droite et les patrons ;
- le tronc commun à toute l'extrême-gauche et à cette mouvance de gauche, dont L.O vante le label inimitable, la droite seule figure la bourgeoisie et la gauche, le mouvement ouvrier. En ramenant simplement la domination capitaliste au pouvoir de l'argent (1) et aux capitalistes privés, L.O cache la vraie nature du capitalisme ; il n'est plus ainsi un rapport social d'exploitation

où la configuration droite/gauche n'est qu'un des clivages superficiels de la sphère politique de l'Etat bourgeois pour les besoins de la propagande. C'est la meilleure façon de tenter de déguiser, face aux éléments combatifs, le principal ennemi : l'Etat capitaliste, qu'il soit géré par les fractions de gauche ou de droite.

Mais, malgré toute l'intense propagande de la gauche officielle et l'agitation pétitionnaire de l'extrême-gauche sur le tas pour arrimer la classe ouvrière au char de l'Etat, il y a impuissance à empêcher les travailleurs de lutter contre... l'Etat. La gauche au pouvoir applique ouvertement la politique d'austérité capitaliste ; un ministre "communiste" dénonce des grèves, un ministre "socialiste" fait donner ses flics. Pire encore, les principaux syndicats "ouvriers" sont mouillés à la solidarité gouvernementale : la CGT est hostile mais loyale, la CFDT désapprouve mais comprend le civisme de la rigueur. C'est le monde à l'envers depuis 2 ans et Chirac ne peut tout de même pas enfileur un bleu de chauffe ! Ce déphasage de la bourgeoisie française renchérit les enjeux des affrontements de classe en sa défaveur ; face aux luttes à venir du prolétariat, elle devra compter plus qu'aujourd'hui sur ses fractions extraparlimentaires. L.O n'est pas un bien bon cheval, mais il se trouve en bonne position pour contrer la lutte ouvrière. A chaque déclaration de ce groupe, il faut soulever un coin du voile de la démagogie. Quand L.O dit : "Mauroy se fout de ses électeurs" (n°753), il faut poser la question : qui a contribué à le mettre en place ? Quand L.O dénonce les syndicats, comment les dénonce-t-il ? En répondant à ces questions, on verra que L.O est dans le camp ennemi du prolétariat, sans illusions.

Gieller

(1) Avec une veine d'inspiration populiste intarissable, L.O offre d'ailleurs comme solution à la crise "en France", une meilleure distribution de l'argent aux "pauvres" et l'arrêt de la production militaire.

la gauche participe à l'effort de guerre

■ Sous couvert de "forces de paix", de "forces de sécurité" ou "d'interposition" pour éviter des massacres comme ceux de Sabra et de Chatila, la France "socialiste" a envoyé des troupes au Liban aux côtés des contingents américain et italien. S'il y a eu lors du départ des troupes françaises et de leur entrée en rôle au Liban un certain battage de justification, il a d'ailleurs vite cédé la place à une grande discrétion sur le travail qu'elles accomplissent réellement. Et pour cause : l'envoi de la fameuse force multi-nationale n'a rien à voir avec la paix. Il n'y a pas de paix sous le capitalisme en général, encore moins aujourd'hui et au Moyen-Orient qui est l'un des centres de cristallisation d'une future explosion mondiale des rivalités impérialistes Est-Ouest.

Non, ce n'est pas dans un cadre de paix que s'inscrit l'expédition au Liban d'un corps militaire à l'échelle du bloc occidental, mais véritablement dans une perspective de guerre.

Pacificateurs, les paras français et les autres mercenaires de la Force ? Un journaliste de Libération (Ed. du 7/10/82) rapporte : "Des soldats membres de la force multi-nationale ont assuré qu'à leur grand étonnement des français avaient eux-mêmes procédé à des arrestations. Ils déclarent avoir vu des membres de la force française garder des interpellés qui avaient les mains posées sur le mur devant eux pendant que les libanais continuaient leurs perquisitions".

La Force multi-nationale ne fait pas, même si elle le fait, que poursuivre la même besogne de filage et de nettoyage impérialiste qu'accomplissait hier l'Etat israélien. La présence au Liban des troupes militaires de trois puissances capitalistes majeures du bloc occidental ne doit pas faire mystère :

il s'agit d'une implantation directe du bloc au Moyen-Orient pour :

- restructurer l'armée libanaise sur laquelle reposera un Etat fort ;
- créer des liens d'action entre les différentes armées du bloc.

La bourgeoisie, gauche incluse, peut bien enfouir ses manoeuvres bellicistes dans les enveloppes habituelles de l'humanisme et du pacifisme, la présence de la force multi-nationale au Liban marque bel et bien un moment historique de l'accélération des préparatifs pour une troisième guerre mondiale. Pour la première fois depuis la précédente tuerie généralisée, c'est cette fois-ci ouvertement de manière unitaire que la conjonction des différentes composantes du bloc occidental s'est traduite sur le terrain de l'intervention militaire. Le fait que ce soit la gauche en France qui ait dû assumer cette responsabilité pour la bourgeoisie est également lourd de sens historique. D'une part, cela signifie que le temps n'est plus où Mitterrand, arrivant malencontreusement au poste de commande du pouvoir bourgeois, se devait momentanément d'adopter une semblance de démarcation par rapport au diktat impérialiste du bloc de l'Ouest. Cela signifie qu'aujourd'hui, sur le plan militaire comme sur les plans économique et social, la gauche joue à fond la seule carte dont la bourgeoisie dispose face à la crise capitaliste. Par ailleurs, l'envoi des troupes au Liban par la gauche confirme en le rappelant le rôle qu'elle a toujours éminemment joué pour la préparation des guerres depuis 1914, par rapport au prolétariat. Aujourd'hui, la politique militaire de la gauche est un élément de plus, et un élément majeur, qui joue pour sa décrédibilisation aux yeux du prolétariat.

. Die/Mk

USA (suite de la p.4)

IBM et General Electric ont fait un bond spectaculaire grâce à la guerre des Malouines et la guerre du Liban.

Dans un monde où la base de fonctionnement est la concurrence à l'échelle internationale, les USA n'ont d'autre choix que de reporter dans les domaines militaires la puissance qu'ils sont en train de perdre dans le domaine économique. A l'image de l'URSS, les USA doivent se transformer en puissance militaire.

UNE DEBACLE ECONOMIQUE SANS ISSUE

Dans les années 30, le militarisme développé par la politique du New Deal avait pu faire illusion parce qu'il créait des emplois et pouvait de cette façon maintenir artificiellement la production.

Mais dans la situation actuelle du capitalisme, avec une situation financière proche de la banqueroute dans les différents Etats du monde, la politique de dépense d'armement est un facteur grave d'approfondissement de la crise économique

"De toute façon dans les mois qui viennent la question du "financement de la crise" va se poser de manière encore plus forte pour l'ensemble du capitalisme mondial car :

- la baisse de la production entraîne une baisse proportionnelle des rentrées pour l'Etat, baisse encore renforcée par des allègements fiscaux que sont obligés d'établir les différents Etats pour maintenir un minimum de production ;
- l'augmentation des budgets militaires est une ponction considérable pour l'ensemble des budgets ;
- l'augmentation du chômage est elle-même une cause de déficit dû au système d'allocation.

En fait le capitalisme est "coincé" : pour faire face à l'effondrement et à la catastrophe financière, il provoque

l'effondrement de la production avec le seul avantage, et encore ce n'est pas certain, de pouvoir le contrôler, l'accompagner.

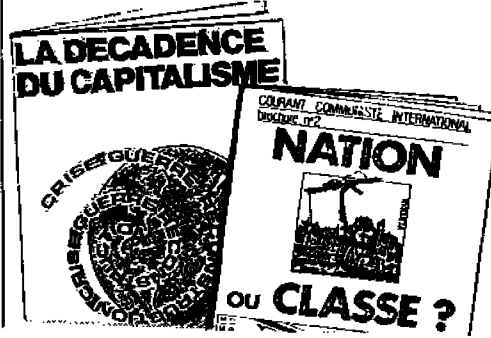
Ainsi, les différents Etats du monde organisent-ils la descente dans la récession généralisée, et cela de façon mondiale." (Revue Internationale n° 31)

En changeant de politique pour stabiliser le dollar, la bourgeoisie américaine avait tenté de parer au plus pressé, éviter l'effondrement brutal des pays d'Europe occidentale. Cette politique, quelques mois plus tard révèle déjà ses limites. La stabilisation actuelle du dollar, loin d'être un signe de bonne santé et de reprise économique, n'est due qu'à la chute de la production.

L'avenir qui s'annonce pour les USA est une situation de crise ouverte avec une généralisation sans précédent du chômage et de la misère. Les répercussions sur les pays d'Europe ne pourront plus être atténuées. Pendant des années, ces pays n'ont survécu que parce que leur chef de file jouait le rôle de locomotive en offrant des débouchés à leur production. Arrivés à ce stade de la crise, les USA condamnent à leur suite l'ensemble des pays de leur bloc dans une chute économique accélérée.

G.N.

brochures du CCI



L'obstacle syndical

Sans conteste, la plus grande victoire du capital sur le travail a été sa capacité à récupérer et à intégrer comme rouage essentiel de sa mécanique d'exploitation les anciennes organisations syndicales et politiques émanant soit du 19ème siècle ou des tentatives révolutionnaires des années 20. C'est sur cette victoire que la bourgeoisie, dans tous les pays du monde, a fondé toutes ses autres victoires sur la classe ouvrière. En particulier, sa capacité à faire s'entregorger des millions d'ouvriers dans les deux guerres mondiales.

Dans cette mesure, aucun bouleversement social, aucune perspective révolutionnaire ne peut se réaliser sans une critique des appareils politiques et syndicaux chargés d'encadrer la classe ouvrière et sur lesquels s'est fondée toute la contre-révolution.

Tant que cette critique ne se fera pas ouvertement en parole en s'appuyant sur l'expérience passée et la réalité présente, ne se traduira pas directement en actes, alors l'avenir restera bouché.

La classe ouvrière en Pologne a commencé à balayer le mythe de la nature communiste des pays de l'est. Il nous revient, ici, à l'ouest de balayer le mythe de la nature ouvrière des organisations syndicales et politiques de gauche, qu'elles soient stalinienne ou social-démocrates. Si nous réussissons dans cette tâche, qui en fait, les conditionne tous, alors l'avenir nous appartient.

Il est de notoriété publique mais il est toujours bon de le rappeler que ni la gauche, ni les syndicats n'ont voulu et provoqué les mouvements sociaux et la grève générale de mai 68. Leur travail s'est limité à l'encadrer et à le briser.

Contrairement aux années 34 et 36 qui représentaient les derniers sursauts du prolétariat international avant son embrigadement dans la seconde guerre mondiale, mai 68 rompait la dynamique de l'après seconde guerre mondiale et ouvrait une nouvelle époque en bousculant l'encadrement syndical.

Et c'est justement le rapport antagonique de la classe ouvrière avec les syndicats et la gauche qui fonde cette réalité.

En 1936, même si les grèves ouvrières éclatent spontanément en dehors des syndicats, ceux-ci reprendront très vite le contrôle de la situation et réussiront même à se renforcer considérablement en renforçant leur emprise sur la classe ouvrière.

Ainsi, même si en 1936 : "sans qu'ils l'aient voulu, ni prévu, des grèves surgissent à travers tout le pays, les syndicats d'abord surpris par le mouvement ou les non-syndiqués sont plus nombreux et plus exigeants que les syndiqués, les leaders syndicaux empêchent les grèves de s'étendre aux services publics et à l'alimentation",

Non seulement, les syndicats réussiront très vite à contrôler les mouvements de grève, à les limiter, mais de plus, ils en sortiront extrêmement renforcés. Le fait que les syndicats voient leurs effectifs multipliés par cinq à l'issue du mouvement de grève est la preuve la plus apparente de ce renforcement, et cela malgré la collusion entre les syndicats et les pouvoirs publics dans le maintien de l'ordre :

"Beaucoup de grèves se déclenchent dans des entreprises où il n'existe pas de syndicat; au bout de quelques jours, il faut en sortir. On se tourne alors vers la CGT; il y eut des préfets plein d'audace qui téléphonaient directement à la CGT"

Par contre en 1968, le scénario est différent. Même si les syndicats réussissent à cloisonner la grève générale en enfermant les ouvriers derrière les grilles des usines, ils ne peuvent premièrement, pas empêcher celle-ci de se généraliser à tous les secteurs de la société, et deuxièmement, ils auront un mal de chien à faire reprendre le travail aux ouvriers. Autre époque, autres espoirs !

Pour illustrer la difficulté avec laquelle les syndicats menèrent leur entreprise de sabotage, contrairement à 1936, et leur collaboration avec les pouvoirs publics dans le maintien de

l'ordre, nous pouvons citer Pompidou, alors premier ministre qui dit dans ses mémoires :

"Il y avait la grève générale qui s'était en quelque sorte imposée aux syndicats, notamment à la CGT, et paralysait le pays, mais ne débouchait sur rien ... C'est pourquoi j'engageai les conversations qui devaient nous mener, le samedi 25 mai, rue de Grenelle

... Je vis nécessairement MM. Seguy, Deschamp et Bergeron pour mettre sur pied mon accord avec la CGT. En séance, chacun comprit que les jeux étaient faits. C'est un accord fécond" déclara M. Seguy. Et je pus l'annoncer sous les caméras de la télévision.

J'allais prendre deux heures de repos, convaincu d'avoir gagné la partie et de l'avoir gagné au moindre prix. Or, tout était à reprendre... On m'apprit que les dirigeants de la CGT avaient subi un échec chez Renault et que l'accord était repoussé par la "base"

En fait, les dirigeants de la CGT avaient surestimé leur autorité et négligé de "faire la salle".

Pourtant, les accords de Grenelle représentaient des gains substantiels. 10 % d'augmentation générale, 35 % pour le SMIG, 5ème semaine de congés payés. Mais il faudra plusieurs semaines aux syndicats et à la gauche pour parvenir à faire reprendre le travail aux ouvriers, en particulier dans la métallurgie et l'automobile.

Il leur faudra imposer les négociations branche par branche, vote à bulletin secret, etc... toutes les manœuvres syndicales maintenant bien connues pour casser le mouvement, qui lui, n'est pas encore capable de mettre en avant ses propres perspectives et de balayer l'obstacle syndical qui lui barre le chemin.

Frustrée de n'avoir pu affirmer sa nature révolutionnaire, c'est sur le sentiment de s'être fait duper dans un jeu qu'elle n'a pas compris et qu'elle a dénoncé que la classe ouvrière a repris le chemin du travail. Néanmoins, la question de l'encadrement syndical était posée, elle ne va pas cesser de s'aiguiser dans les années qui suivront.

A titre d'exemple parmi des dizaines, nous pouvons citer :

"Certaines pratiques ne permettent aux syndicats de sauver la face que par un pur effet de la sollicitude patronale : on peut citer telle séquestration organisée avec l'accord -au moins tacite- de la victime. Sans compter le stratagème qui consiste à annoncer la fermeture complète d'un établissement quand on veut n'en fermer qu'une partie de façon à permettre au syndicat de remporter une victoire sur le patron contraint -à la suite d'une 'action résolue des travailleurs' de revenir sur sa décision".

La vague de désyndicalisation qui va

restreindre l'audience des syndicats dans la classe ouvrière à une peau de chagrin résume l'échec de la bourgeoisie, de la bourgeoisie de gauche en particulier dans ses tentatives de créer un quadrillage social suffisant pour affronter une crise économique, elle, en plein essor. Le véritable échec du "Programme Commun" de la gauche, c'est celui-là.

De cette désyndicalisation, écoutons ce qu'en dit une "éminence grise du CNPF", le grand patronat comme l'on dit à la CGT :

"Gare, ! prévient une éminence grise du CNPF, on aurait peut-être tort de se réjouir trop vite. A ne lire qu'en surface, c'est vrai, il y a dépolitisation. Des syndicats perdent leurs plumes, les militants ont la déprime, le gauchisme est moribond. Mais où ressurgira l'expression collective naturelle à toute communauté d'hommes ? (Lire: la communauté d'intérêts de la classe ouvrière face au capitalisme). Et si demain, elle en revenait carrément à contester le travail lui-même".

est cassé. Les syndicats ont fait leur travail en donnant une image corporatiste et régionale de la lutte de classe dans le Nord de la France.

La classe ouvrière, les employés, les chômeurs à Paris n'ont pas suivi et dans un pays aussi centralisé que la France, cela est décisif. Pourtant, même à Paris, les mouvements de lutte qui apparaissent ici ou là se confrontent tous directement et immédiatement à l'encadrement syndical, que ce soit par exemple, dans les grèves des employés des Banques ou encore plus nettement dans la grève des institutrices et institutrices à Paris.

En fait les mouvements de 78 et 79 sont un échec, non pas un échec et une défaite sans avenir, mais l'échec d'une première tentative de réponse aux nécessités de notre époque.

1968 s'est terminé par un face à face entre ouvriers et syndicats, les mouvements de 78-79 se sont faits sur la base d'un débordement des syndicats et se sont terminés par la critique ouverte de ces derniers.



En 1979, à la fin de la grève dans la sidérurgie, à Dunkerque, un meeting syndical est transformé en assemblée générale ouvrière; les syndicats et les élus de gauche conspués se font arracher le micro des mains.

"Les syndicats sont ainsi, à côté des fondements bourgeois, l'un des principaux piliers de l'Etat capitaliste. L'histoire syndicale de ces derniers dix-huit mois a amplement démontré que cette formation contre-révolutionnaire ne peut-être transformée de l'intérieur. La révolutionnarisation des syndicats n'est pas une question de personnes : le caractère contre-révolutionnaire de ces organisations se trouve dans leur structure et dans leur système spécifique eux-mêmes. Ceci entraîne la sentence de mort pour les syndicats; seule la destruction même des syndicats peut libérer le chemin de la révolution sociale en Allemagne. (Programme du K.A.P.D., 1920, cf. "La gauche allemande". Ed. La vieille Taupe. p.9)

En effet, c'est dans le contexte de désyndicalisation que se prépare une nouvelle vague de luttes provoquée en particulier par les licenciements massifs qui inaugurent la période de chômage généralisée à venir.

C'est le débordement des syndicats qui caractérise la vague de luttes des années 78, c'est la rupture avec le jeu démocratique, les grèves syndicales sans lendemain, une rupture avec l'époque de la passivité organisée, avec l'époque du "Programme Commun". Ce qui a fait la force de ce mouvement, c'est le débordement des syndicats; ce qui a fait sa faiblesse, c'est qu'il en soit resté là.

Croyant pouvoir développer sa lutte à côté des syndicats en leur laissant le monopole de la parole, le monopole des contacts et des liens avec les différentes fractions en lutte, le mouvement de 78/79 allait échouer dans sa capacité à élargir la lutte de classe tant dans son champ d'action que dans ses perspectives.

Ce n'est, encore une fois, qu'à la fin du mouvement, en en tirant en quelque sorte le bilan que les ouvriers critiqueront directement les syndicats, et remettront en cause leur encadrement.

Ainsi, le 6 avril 1979, après le sabotage de la manifestation du 23 mars à Paris, le meeting organisé par les syndicats à Dunkerque et regroupant des délégations ouvrières de Dunkerque, Longwy, Denain, etc... est transformé en assemblée générale ouvrière; les syndicats et les élus de gauche conspués se font arracher le micro des mains. Mais il est trop tard, l'élan

Aujourd'hui "contester" et "déborder" les syndicats ne suffit plus ; l'étau qui se resserre impose que tout pas en avant de la classe ouvrière ne pourra se faire que si celle-ci est capable de faire voler en éclat le barrage syndical.

C'est ce pas en avant qu'imposent les conditions de lutte actuelles et l'expérience du passé. C'est dans cette critique que la classe ouvrière trouvera la force de tirer un bilan sans complaisance du passé et d'ébaucher les grandes lignes d'un avenir qui rompe radicalement avec l'époque des deux guerres mondiales.

Tout ce qui se fera en deça de cette réalité sera vain et sans avenir, décourageant. La répétition des actions passées ne peut aboutir qu'à une comédie sans prise sur la réalité présente.

Ainsi la critique des syndicats et de la gauche qui est contenue implicitement ou directement dans tous les mouvements tant soit peu significatifs de la classe ouvrière doit être poussée à un niveau supérieur.

Quand la gauche et les syndicats ont eux-mêmes la responsabilité gouvernementale de prendre les mesures que la droite applique dans les autres pays, qu'elles soient économiques, politiques ou militaires comme c'est le cas en France, cela devient évident.

Les syndicats font partie intégrante de cette société en faillite, de ses lois, de ses règles. Ils en sont une des principales institutions. Leur tâche est d'empêcher toute lutte et révolte sociale de déboucher sur une remise en cause radicale de la société actuelle et donc d'eux-mêmes. Prénat.

la première puissance dans l'impasse

■ Les USA, le pilier du système capitaliste mondial, rentrent de plein pied dans la crise avec pour seule perspective un effondrement plus grand.

A la fin de l'année 81 le PNB avait chuté de 4,7 % et la production industrielle de 6,6 % - et beaucoup plus dans des secteurs-clés comme l'acier (20 %) le raffinage du pétrole (37 %). Les profits sont en chute libre aussi et pour les plus grands bastions de l'économie américaine. Ford a perdu 106 millions de dollars en 81, l'Indiana Standard Oil 140 millions.

Il en est de même en agriculture où l'effondrement des prix dû à l'énorme surplus sur le marché mondial a entraîné une série de faillites.

Ce sombre tableau ne correspond pourtant qu'aux premières secousses d'un désastre qui s'annonce bien plus gigantesque. Si les bourgeoisies de gauche et de droite et les syndicats tentent de faire passer les mesures de crise avec les traditionnels discours :

"serrez-vous la ceinture, ça ira mieux demain, la stabilisation du dollar va relancer les investissements et la consommation", il n'est plus aucun économiste sérieux pour pronostiquer une issue. Tous doivent reconnaître que le plus dur est encore à venir.

"S'étant présenté comme le champion

de l'équilibre, Reagan est en train de battre tous les records. On prévoit un déficit du budget de 150 milliards en 82 et plus encore pour les années suivantes (Le Monde du 3 avril 82).

LA FIN DES FAUX REMEDES

Pendant ces dix dernières années, la bourgeoisie américaine comme celle des principales puissances économiques du bloc de l'ouest (l'Allemagne en 81 a eu une croissance de l'endettement de 35%) avaient pu repousser l'effondrement économique par une fuite en avant dans l'endettement d'Etat et le crédit et créer un marché artificiel par le déficit commercial.

Entre 76 et 80 les USA avaient acheté à l'étranger pour 100 milliards de dollars de marchandises, bien plus qu'ils n'en avaient vendues. En inondant le marché de papier monnaie fictive par des prêts aux pays sous-développés et au bloc russe, les USA avaient créé une demande effective qui a permis au commerce mondial de continuer quelques années.

Pendant des années les USA ont joué le rôle de locomotive pour les pays de la CEE et les pays de son bloc.

La crise du dollar en 79 a été le si-

gnal pour la bourgeoisie d'une absolue nécessité de changer de politique. La drogue de l'endettement et du crédit menaçait de provoquer l'effondrement du dollar, monnaie de référence qui règle tous les échanges commerciaux, et aurait entraîné avec lui un krach financier international. C'est ce qui explique la brutalité des mesures dites "d'austérité" commencées depuis le début des années 80 aux USA, le changement de politique qui consiste à :

- faire payer la classe ouvrière en attaquant son niveau de vie ;
- orienter la production dans le sens de l'effort de guerre ;
- développer un Etat policier et militarisé.

L'ATTAQUE

SUR LA CLASSE OUVRIERE

A défaut de résoudre la crise de surproduction mondiale qui empêche la reprise quel que soit le taux de profit réalisé, la bourgeoisie tente de modifier le rapport salaire/plus value.

pour augmenter sa compétitivité :

- en réduisant la force de travail employée tandis qu'elle intensifie les cadences pour ceux qui restent au tra-

vail ;

- en réduisant les salaires ;
- indirectement en faisant des coupes sombres dans les dépenses sociales.

Faillites d'usines et licenciements s'accroissent actuellement aux USA à un rythme inconnu depuis la crise des années 30. Il ne s'agit plus d'éliminer les canards boiteux, les usines les moins rentables mais des colosses de l'économie comme le trust US Steel, le géant de l'acier, qui a déjà licencié 95 000 ouvriers et d'autres géants comme Ford, la General Motors, etc...

Dans le New-York Times du 14 janvier 82, le vice-secrétaire d'Etat au commerce annonçait que : "Même si l'industrie reprenait, il faudrait supprimer encore 500 000 emplois par rapport au chiffre d'il y a 4 ans". Combien de centaines de milliers de plus faudra-t-il licencier avec une économie qui ne peut que s'enfoncer dans la récession ! Il y a déjà 10 millions de chômeurs aux USA, soit 9,4 % de la population, chiffres officiels qui ne tiennent compte ni des non-inscrits sur les listes de chômage, ni de ceux qui se contentent d'un temps partiel, faute de mieux.

Pour ceux qui ont encore du travail c'est l'accélération des cadences. Le New-York Times du 13 décembre 81 : "Le risque d'accidents du travail a atteint le niveau le plus élevé depuis l'époque des sweat-shops (ateliers du début du siècle) et les années de travail accéléré de 1920 à 1930... La sécurité du travail a commencé à se détériorer après 75... Il y a une intensification toujours plus risquée des rythmes de production".

De même qu'en Allemagne et en Belgique, la bourgeoisie américaine a imposé dans beaucoup de secteurs des baisses de salaire. Les syndicats se sont chargés de faire passer ces mesures avec les habituels discours de : "la baisse de salaire donnera du travail à tous et évitera de nouveaux licenciements". L'UAW, principal syndicat de l'automobile, a ainsi réussi à faire accepter des baisses de salaire dans ce secteur. Les concessions que les syndicats ont déjà fait accepter aux ouvriers se chiffrent en milliards de dollars.

L'ECONOMIE

DE PLUS EN PLUS MILITARISEE

Alors que tous les budgets sont en baisse, le budget de la défense a largement augmenté. "Le Sénat a battu un record historique le 4 décembre en votant 208 milliards de dollars pour le budget de la défense pour 82. Jamais une loi financière américaine n'avait atteint un tel montant. Ce chiffre est supérieur aux exigences du président Reagan (Le Monde du 9 novembre 81).

Et cela ne concerne que les dépenses pour la production directe de l'armement. Il faut en fait y rajouter toute une production qui travaille indirectement pour l'armement. En fait c'est de plus en plus l'ensemble de l'économie qui travaille à des fins militaires.

Un article du Monde Diplomatique de septembre 1982 "Les puissantes raisons de la course aux armements", montre très expressivement le poids que prend l'armement dans l'économie américaine :

"Au cours des années 70, la situation était devenue particulièrement préoccupante dans des secteurs clés de l'économie - automobiles, métallurgie, constructions navales, électronique, aérospatiale, etc... - et l'ampleur de la détérioration de l'ensemble de l'économie était confirmée par tous les critères... Aussi, des possibilités de relance ouvertes par les commandes militaires à la fin des années 70 et début 80 ont été accueillies avec enthousiasme... Le programme militaire n'a cessé de se développer et bon nombre d'industriels en quête de débouchés supplémentaires après une période de mévente et d'incertitudes y ont trouvé leur salut."

L'article cite les trente principales branches industrielles qui bénéficient des crédits du budget d'armement (transports routiers, aviation, produits pétroliers, constructions navales, électronique, électricité, chimie, etc...). La firme Boeing qui avait perdu 42 % de ses commandes n'a remonté la pente qu'en se recyclant dans la production militaire (missiles et avions de combat). Des firmes comme ITT,

(suite page 2)

la pauperisation absolue

10 % de chômeurs, en fait près de la moitié du pays qui cherche du travail si l'on tient compte de ceux qui, faute de mieux, ont dû accepter des emplois temporaires ou partiels.

14 % de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté soit 32 millions.

Concrètement ces chiffres recouvrent une misère aux USA qui prend des allures de crise de 29. Etre au chômage aux USA, c'est rentrer de plein pied dans un état de survie, avec une indemnité réduite au 1/10 du salaire qui ne dure que quelques mois puis ensuite l'appel à la charité de l'Etat, le Welfare, qui permet tout juste d'éviter la clochardisation totale.

Avec les dernières coupes draconiennes de Reagan dans les programmes sociaux, la suppression de 45 % des crédits de chômage, les coupes brutales dans les programmes d'aide aux pauvres - bons d'alimentation, assistance aux enfants sous-alimentés, médecines pour indigents et logements à loyer réduit - le nombre des sans-logis s'est multiplié par 4 en un an, les queues s'allongent devant les soupes populaires et les problèmes de malnutrition ont fait leur apparition (20 % des personnes hospitalisées à New-York sont tombées malades par sous-alimentation (Rapport du service de la santé de New-York-)).

Les cantines scolaires gratuites où beaucoup d'enfants prenaient leur seul repas de la journée ont été supprimées. Le chômage prend de telles proportions que récemment lorsque le bruit avait couru que la ville de New-York offrait quelques emplois dans le quartier sud de Manhattan, la population commençait 4 jours plus tôt à faire la queue avec chaises longues et abris de fortune pour la nuit.

Fait significatif de la profondeur de la crise, ce sont les régions les plus riches des USA qui commencent à sombrer. Seattle sur la côte ouest était, il y a un an à peine, une ville "riche" qui offrait sécurité de l'emploi et hauts salaires - ville à fort taux d'immigration auparavant, c'est maintenant l'émigration qui domine, le chômage a fait son apparition chez les ouvriers hautement qualifiés.

Il en est de même pour toute la zone sud des Etats-Unis, nommée la ceinture du soleil. Ces 10 dernières années, ces 15 Etats du sud avaient connu un développement économique tel que tout immigrant avait la certitude d'y trouver un travail. "Actuellement le 1/5 des villes principales de ces Etats sont en état de faillite économique" (News-Week du 26 juillet 82 : "Dark side of the Sun belt"). Des Etats comme le Texas, l'Oklahoma et la Louisiane dont la richesse était basée sur le "boom pétrolier" se sont effondrés avec la chute du prix du pétrole due à la surproduction mondiale. Sur les milliers de réfugiés économiques venus du nord pour trouver du travail au Texas, la plupart retournent à leur point de dé-

Les queues s'allongent devant les soupes populaires

part. Les autres sont parqués dans des camps à la sortie des villes (comme à Houston et à Dallas) dans des conditions de vie précaires et surveillés par la police dans la crainte des émeutes comme dans les années 30.

La Californie dont le développement économique provenait des filiales des industries du nord (Ford, General Motors, Firestone, US Steel, Goodyear) s'est affaïssée avec la fermeture de ces filiales.

L'Arizona vivait de la production du cuivre et d'uranium. Avec la chute des prix de ces matières premières, certaines régions de l'Arizona détiennent maintenant le record du taux de chômage des USA (57,8 % dans le Greenlee County).

Dans le Mississippi, dans la région de Jefferson 67 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Ainsi, l'errance des sans-emplois à travers les USA ne peut que confluer de façon toujours plus massive vers les régions de plus grande concentration industrielle : l'Est et les grands lacs. Cette situation joue à terme en faveur du prolétariat au sens où les explosions sociales seront de moins en moins faciles à isoler et à réprimer par l'Etat, sans que cela se sache rapidement ailleurs.

Dans le nord des Etats-Unis, la déchéance d'une ville comme Détroit, 6ème ville des USA, "ville sans ghetto qui est devenue un immense ghetto et un concentré de misère (Le Monde du 12 septembre 82, "Le déclin de Détroit capitale américaine de l'automobile") est en elle-même un exemple frappant de la faillite du capitalisme et l'image de l'avenir qui se prépare aux USA et dans le monde. En 3 ans cette ville prospère, temple de l'automobile, avec le licenciement de 250 000 ouvriers dans ces 2 ex-bastions, la Ford et General Motors, s'est transformée en ghetto. "C'est la ville des USA qui connaît la plus forte proportion de jeunes ouvriers noirs au chômage (70 % officiellement, 90 % en tenant compte de ceux qui ne s'inscrivent même plus sur les listes). La

moitié d'entre eux n'ont jamais été employés à l'âge de 25 ans" (idem). Un millier de personnes font quotidiennement la queue devant la soupe populaire. Dans 90 % des foyers, une personne au moins relève des prestations d'aide sociale. Le centre de la ville est livré à l'abandon, terrains vagues et maisons délabrées, fermeture des écoles. L'un des quartiers résidentiels s'est transformé en centre de réinsertion pour détenus, hospice pour les vieux et refuge pour les mineurs en fuite. Dans ce qu'on a appelé la "zone de combat" de la ville, le taux de criminalité est parmi les plus élevés des USA.

La bourgeoisie occidentale ne cesse par ses médias de nous dire : "regardez la misère dans les pays de l'Est, la famine, les goulags et les camps de concentration. Ici c'est différent, c'est la démocratie et la richesse, la lutte des ouvriers à l'est n'a rien à voir avec celles des pays occidentaux".

A l'Est cette propagande sur l'occident riche et démocratique a largement servi à un Walesa pour entretenir les illusions réformistes et démocratiques et faire reprendre le travail pour "sauver l'économie nationale".

Pendant des années la bourgeoisie a pu faire passer les guerres et les atrocités, le sous-développement de certaines régions du globe, la misère dans les pays de l'Est comme des exceptions ou des cas isolés, la famine et la guerre comme des fatalités indépendantes de sa "bonne volonté" ou dues à la mauvaise volonté des autres. Elle a pu ainsi faire s'entre massacrer les ouvriers de tous les pays.

Aujourd'hui que le goulag, la famine et la misère se développent dans la plus grande puissance économique du monde, alors qu'existe une surproduction de marchandises et que se développent les conditions de l'abondance, la classe ouvrière doit définitivement balayer toute illusion réformiste et démocratique et les divisions en son sein.

G.N.

POLOGNE

tirer les leçons de l'échec pour mieux lutter demain

Il y a un an, en Pologne, l'exécutif des basses œuvres de la bourgeoisie, le général Jaruzelski, proclamait l'Etat de guerre, déchainait la répression contre la classe ouvrière. Il y a un an, contre les chars, l'armée et la milice, malgré la mitraille, les arrestations massives, les lourdes peines d'emprisonnement qui décimaient leurs rangs, les ouvriers en Pologne tentaient de résister pied à pied à l'état qui se refermait sur eux, ville après ville, usine après usine après 18 mois de lutte, de résistance à l'exploitation et à l'oppression capitaliste. Mais au bout de 6 semaines de combat héroïque, après avoir donné une nouvelle leçon de courage à tous leurs frères de classe de part le monde, les ouvriers en Pologne étaient contraints de s'incliner.

La bourgeoisie mondiale pouvait se réjouir. Les longs mois de travail concertés de tous ses secteurs pour enfermer la lutte ouvrière dans le carcan national polonais, ses longs mois de travail de sapes de l'unité et de la conscience ouvrière perpétrés par "Solidarité" interposé en Pologne même, lui permettaient de faire un pas décisif vers l'objectif qui était sien depuis août 80 : remettre au pas la classe ouvrière, lui faire payer la frayeur que lui avait causée sa grève de masse autonome de juillet-août 80, effacer de la conscience ouvrière l'idée que la lutte peut payer.

Il y a un an donc, des événements dramatiques qui se déroulaient en Pologne se dégageait clairement un enseignement. Si dans les mois à venir aucune lutte ouvrière d'envergure ne venait briser l'isolement tragique des ouvriers polonais, si en occident ne surgissaient pas des luttes massives qui remettent en question les illusions réformistes, démocratiques, syndicalistes derrière lesquelles les ouvriers en Pologne s'étaient fait démobiliser de leur terrain de classe, alors la bourgeoisie aurait la possibilité d'accroître encore sa victoire, d'accroître le désarroi et les sentiments d'impuissance de la classe ouvrière en Pologne. Or, durant l'année écoulée, aucune lutte ouvrière de ce type n'a surgi ni dans les autres pays de l'Est, ni en Occident. La bourgeoisie a donc eu les mains libres pour continuer d'avancer mois après mois, semaine après semaine, vers la remise au pas de la classe ouvrière.

Certes si, ces derniers mois, les ouvriers en Pologne ont fait encore la preuve de leur combativité persistante, de leur courage et de leur détermination, en particulier en août et en sep-

tembre, lors de la commémoration de l'anniversaire des accords de Gdansk, en octobre à Gdansk et à Szczecin, lors de la décision du gouvernement polonais "d'interdire" définitivement Solidarnosc. Mais il serait vain de croire ou de faire croire que ces luttes ont montré une quelconque capacité des ouvriers en Pologne de s'opposer efficacement à l'offensive bourgeoise, de se dégager par leurs seules forces des mailles du filet démocratique, nationaliste, syndicaliste dans lequel la bourgeoisie était parvenue dès avant le 13 décembre 81 à emprisonner leurs efforts de résistance.

En août, en septembre, en octobre de cette année aucune des actions de résistance ouvrière à l'oppression et à l'exploitation décuplées qui se sont abattues sur le prolétariat depuis le 13 décembre, n'a surpris ou inquiété la bourgeoisie mondiale, n'a mis en difficulté le gouvernement polonais. Toutes ces actions au contraire ont été prévues, contrôlées par la bourgeoisie. Toutes ont été canalisées et défaits sur le terrain et à l'heure choisies par cette dernière. Toutes ont débouchées de ce fait sur une aggravation du désarroi et des sentiments d'impuissance parmi les ouvriers.

En effet, bien avant que ces luttes ne se produisent, la bourgeoisie savait que malgré le poids des échecs antérieurs, malgré les attitudes de renoncement à lutter que la répression accrue, les discours pacifistes de l'Eglise et d'une partie de Solidarnosc clandestine cherchaient à aggraver, subsistaient dans les rangs des ouvriers une rage et une volonté de se battre. Aussi c'est en pleine conscience qu'elle s'est attachée à en prendre les devants, recourant pour se faire une nouvelle fois à l'action conjuguée de ses différentes forces.

A Solidarnosc clandestine est revenue la tâche :

- de dissuader les ouvriers de partir au combat, de recourir à la grève de leur propre initiative au nom du "réalisme", de la nécessité de mettre sur pied un préalable à toute action, une organisation ;
- de leur proposer une date précise, des méthodes d'actions des plus dérisoires, les mots d'ordre, les revendications les moins mobilisateurs, les plus confus, au nom de la nécessité d'agir ensemble.

Aux autorités polonaises est revenue la tâche de crédibiliser les choix de Solidarnosc, en accentuant les mesures de répression, préventives, en accumulant les menaces contre un tel projet et surtout de mettre en place ration-

nnellement le dispositif policier pour "accueillir" les réactions des ouvriers.

A l'Eglise enfin, est revenue la tâche de conforter cette opération, en apportant son soutien à Solidarnosc en mettant en garde les autorités et surtout les ouvriers contre tout recours à la violence.

Ainsi avant même de sortir dans la rue, de tenter de partir en grève, les ouvriers se retrouvaient une nouvelle fois divisés, piégés. Ou bien ils renonçaient, ou bien ils se battaient dans les formes et sur le terrain politique choisis par Solidarnosc, même violemment, et ils se faisaient réprimer une nouvelle fois. Dans tous les cas leur désarroi, le sentiment de leur impuissance était accentué. Dans tous les cas la bourgeoisie avait progressé dans son entreprise d'étouffement, d'isolement progressif des secteurs ouvriers les plus combattifs.

Ainsi profitant de cette nouvelle victoire, la bourgeoisie pouvait encore accentuer son avantage. La décision d'interdire Solidarnosc définitivement lui en apportait l'occasion. Elle permettait d'asseoir un peu plus auprès des ouvriers les plus combattifs l'image de marque de Solidarnosc.

Elle permettait en même temps de confirmer la force du gouvernement Jaruzelski, et chez les plus démoralisés l'inutilité de toute résistance. Elle permettait d'amener la combativité des ouvriers sur un terrain qui n'est pas le leur. Ainsi à Gdansk et à Szczecin, les deux forteresses ouvrières, symboles chez les ouvriers de leur force et de leur victoire d'août 80, Solidarnosc localement prenait les devants de la colère ouvrière, appelait à la grève. Pendant ce temps, Solidarnosc nationale organisait, avec le concours des déclarations de l'Eglise, l'isolement de la grève, et appelait les ouvriers à ne réagir qu'un mois plus tard, le 10 novembre, par une grève générale de... 4 heures. Cela laissait tout le temps au gouvernement de faire jouer l'arme de la militarisation des chantiers navals, qui punit de mort tout ouvrier qui organise, participe à une grève, arme qu'il s'était gardé en réserve depuis le 13 décembre. Cela lui permettait de s'offrir à bon compte, une nouvelle victoire lourde de signification, en faisant céder en moins de deux jours les forteresses symboles de la puissance ouvrière.

Aujourd'hui encore, un an après son coup de force du 13 décembre 81, sur la base de ses dernières victoires, la bourgeoisie essaie encore d'accen-

tuer son avancée. Elle ressort de sa prison modèle Walesa, le pompier volant des luttes ouvrières d'avant le 13 décembre. Elle annonce la levée de l'Etat de guerre. Ce faisant elle montre avec morgue que c'est le gouvernement Jaruzelski et lui seul qui prend les décisions hors de toute pression inutile des ouvriers. En même temps, elle laisse croire à la population et aux ouvriers qu'un adoucissement de son régime policier est possible si ces derniers restent sages. Et cela, alors que durant l'année écoulée, elle s'est dotée des forces de police nécessaires qui lui permettent de renvoyer sans crainte l'armée à ses casernes. Et cela, alors qu'elle s'est dotée des moyens légaux en particulier à travers la loi sur les syndicats et sur les grèves, celles sur les parasites sociaux, pour maintenir un climat de terreur dans la classe ouvrière. En définitive, elle accule les ouvriers à choisir entre différentes attitudes qui sont autant d'impasses démoralisantes : soit ils renoncent à toute activité, soit ils rentrent dans les syndicats de Jaruzelski comme les y convient le gouvernement, l'Eglise et l'aile "modérée" de Solidarnosc, soit ils se laissent piéger et réprimer dans le cadre de Solidarnosc "combattant" qui refuse cette dernière "solution".

Aussi moins que jamais les ouvriers des autres pays que la Pologne ne doivent se bercer d'illusions. Le sort de leurs frères de classe en Pologne dépend plus que jamais d'eux. De leur capacité de rentrer en lutte à leur tour contre la crise mondiale du capitalisme qui frappe avec toujours plus de violence. De leur capacité d'éviter dans ces luttes, les pièges dans lesquels, en grande partie à cause de leur passivité, les ouvriers en Pologne sont tombés. Celui du nationalisme, du syndicalisme, de la démocratie, celui de croire que l'ennemi que l'on affronte se réduit aux forces qui sont au gouvernement, de croire que les différentes fractions de la bourgeoisie ne sont pas capables de s'unir par-delà les frontières, fussent-elles de bloc, contre la lutte des exploités.

Cela les ouvriers en mesure de le faire. En le faisant ils éviteront non seulement la victoire actuelle de la bourgeoisie en Pologne même n'arrive à son terme, mais ils feront trembler à nouveau la bourgeoisie mondiale, car ils seront alors en train de faire des pas décisifs vers la révolution communiste mondiale.

L.L.

ESPAGNE

LA CONSOLIDATION DE L'APPAREIL ETATIQUE

Depuis quelques années, la plupart des principaux pays industriels du monde capitaliste (essentiellement en Europe) sont le siège d'importants changements politiques. Toute une restructuration du jeu politique au sein de la bourgeoisie, se met en place à travers divers changements des équipes dirigeantes.

Cette "agitation" au sein de la classe dominante n'a de sens que par rapport à une stratégie consciente globale et cohérente : tendre à placer ses fractions de gauche dans l'opposition. C'est ce que l'on a vu essentiellement dans des pays cruciaux pour le capitalisme mondial comme les USA, la Grande Bretagne, la RFA, et ceci même s'il existe des exceptions d'importance comme la France (nous avons déjà largement développé dans nos colonnes l'explication à cette exception).

Cette stratégie est en effet rendue indispensable par le développement aujourd'hui catastrophique de la crise économique et elle est mise en place pour faire face aux inévitables réactions ouvrières qui ne manquent et ne manqueront pas de surgir contre les mesures d'austérité terribles que la situation économique impose.

La nécessité est donc pour la bourgeoisie de placer ses fractions de gauche dans l'opposition. Pourtant, nous venons de voir en Espagne le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) arriver au gouvernement. Et il ne s'agit

pas là d'une "initiative" malheureuse ou d'un "faux pas" (comme on a pu le voir en France) de la bourgeoisie locale, mais bel et bien d'une volonté consciente de la bourgeoisie occidentale. En effet, par des pressions économiques exercées par le FMI et les grandes banques internationales, celle-ci a signifié clairement à la bourgeoisie espagnole qu'elle devait se restructurer et se doter d'un appareil étatique à la hauteur des nécessités de la période actuelle. C'est donc avec la bénédiction de l'ensemble du bloc que les dernières élections ont placé Felipe Gonzalez au gouvernement et ont permis à Fraga Iribarne (représentant du Parti de l'Alliance Populaire) de rassembler autour de lui l'ensemble de la droite constitutionnelle.

Si, comme on peut raisonnablement le penser, la bourgeoisie du bloc de l'ouest n'est pas maladroite, ni encore moins suicidaire, il faut croire qu'elle a d'excellentes raisons d'agir ainsi, même si l'apparence immédiate paraît aller à l'encontre de sa stratégie globale. On ne peut comprendre ses raisons qu'en se penchant sur l'histoire même de l'Espagne de ces dernières années.

Franco est mort en 1975, mais déjà dès 1970 (grève de la SEAT) en passant par 1974 (Baño Llobregat), et 1976 (Victoria), des luttes ouvrières d'ampleur ont secoué ce pays.

Que le régime franquiste dans toute

sa rigidité ait été incapable de les affronter efficacement est une chose que pratiquement toute la bourgeoisie mondiale (et une fraction éclairée de la bourgeoisie espagnole) avait très bien compris.

De ce fait, une fois le caudillo enterré, et avec l'appui et les conseils éclairés de l'ensemble de la bourgeoisie occidentale, la bourgeoisie espagnole s'est employée à "installer" la démocratie.

La "démocratie" ou plutôt aujourd'hui le "jeu démocratique" entre droite et gauche est le cadre adéquat dont a besoin la bourgeoisie pour affronter avec le maximum d'efficacité les luttes ouvrières.

Ainsi, si l'Espagne, au lendemain de 1975, disposait d'une gauche conséquente et responsable (c'est à elle qu'est revenue le gros du travail de "démocratisation" à travers divers consensus, pactes de la Moncloa et autres...), par contre elle héritait, de la période précédente, d'une droite archaïque, amalgame de petits intérêts, de fiefs provinciaux, etc..., d'une droite incapable de créer des partis politiques qui soient autre chose que des ramassis de petits intérêts mesquins où les rivalités de personnes dominent, en d'autres termes incapable de comprendre les nécessités de la période actuelle.

C'est ce problème que la bourgeoisie avait déjà commencé à résoudre ces dernières années, notamment à travers les divers putches-farces qu'elle a suscités pour amener les diverses cliques

de droite à se rassembler. Il semble bien aujourd'hui qu'elle ait trouvé la solution grâce aux dernières élections. Car le vrai résultat de ces élections n'est pas la victoire du PSOE, qui n'est en fait qu'un moindre mal (le triomphalisme plus que prudent des dirigeants socialistes est révélateur à ce sujet), mais l'émergence derrière Fraga Iribarne d'un parti de droite conséquent (l'Alliance Populaire) ce que l'UCD n'avait pas réussi à être.

Les conditions du "jeu démocratique" sont aujourd'hui réunies : le jeu droite gauche dans le cadre d'une "démocratie moderne" c'est à dire la possibilité d'un partage des tâches entre ces deux fractions de la bourgeoisie face au prolétariat, existe enfin en Espagne.

Il est vrai que pour obtenir un tel résultat, c'est à dire supprimer les archaïsmes dans la classe politique, la bourgeoisie a été contrainte d'engager le PSOE au pouvoir, soit aux avant-postes dans l'attaque contre la classe ouvrière.

Si la bourgeoisie occidentale paie cher les faiblesses de sa fraction espagnole (elle sacrifie une partie importante de sa gauche dont elle aura grand besoin demain dans l'opposition), par contre, avec les dernières élections elle a réussi à créer la droite qui lui a tant fait défaut dans les années 70 et a réussi à préserver une partie de la gauche (PC et commissions ouvrières) dans l'opposition.

RL et AJ

COMBATTRE LE SYNDICALISME: UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT POUR LA REVOLUTION

La classe ouvrière, dans la période actuelle où se développent la nécessité et la possibilité de la révolution a à faire face à deux questions vitales : le nationalisme et le syndicalisme.

Sur ces deux questions, le "Parti Communiste International", non seulement retarde sur l'expérience de la classe ouvrière, non seulement ne joue pas un rôle révolutionnaire, mais encore, confronté à une réalité qui exige une plus grande clarté, en est venu à défendre des positions de plus en plus contre-révolutionnaires.

Face à la guerre du Liban, sur le terrain des affrontements impérialistes qui s'inscrivent dans les préparatifs d'une troisième guerre mondiale, le Parti Communiste International a pris fait et cause pour une nation

contre une autre (cf. notre article dans le n° 103).

Face au ressurgissement de la lutte de classe en Pologne en août 80, le PCI a contribué aussi à la confusion et à l'isolement du prolétariat polonais en appelant au soutien à Solidarnosc.

Les confusions, dans la période actuelle ne peuvent plus rester simplement au stade de confusions. C'est en grande partie ce qui est à l'origine de la crise que traverse le courant "bordiguiste", qui se trouve placé devant un choix : ou faire la critique de ce qui les amène à défendre de telles positions, ou continuer à les défendre, alors contre la classe ouvrière, contre la révolution communiste et passer ainsi dans le camp ennemi.

En défendant Solidarnosc, le PCI agit contre la révolution

Le ressurgissement d'une grève de masse en 1980 en Pologne, la plus importante depuis la vague révolutionnaire de 1917 à 1923, a montré clairement l'importance de la question syndicale.

Alors que le syndicalisme a été la cristallisation des fausses routes que peut prendre la classe ouvrière quand elle se trouve dans une impasse, alors que le syndicat Solidarnosc a été utilisé par la bourgeoisie comme instrument principal pour briser la lutte ouvrière, le PCI, lui, y a vu "un acquis démocratique à défendre" :

"le grand mouvement des ouvriers polonais est parti de revendications de défense des conditions de vie et de travail et s'est donné une organisation pour cette lutte, Solidarnosc". ("Le Prolétaire. n°351, janvier 1982). C'est pourquoi, il n'a pu comprendre le fait que :

"on est arrivé à l'été 1981 avec un syndicat non plus à l'offensive, mais sur une prudente défensive; non plus décidé à être fermement un syndicat ouvrier (c'est à dire défendre jusqu'au bout les seuls intérêts prolétariens, en dehors de toute considération sur leur compatibilité avec l'économie nationale et l'indépendance de la patrie) et à user jalousement de l'arme de la grève, mais convaincu de la nécessité de la suspendre pour ne pas aggraver la crise". ("Le Prolétaire. n°342, septembre 1981).

La réalité n'est pas ainsi. Le mouvement des ouvriers en Pologne ne s'est pas donné au départ solidarnosc comme "organisation de la lutte". Quand la lutte était au plus fort de sa dynamique et housculait les bases mêmes de toute l'organisation sociale, en août 1980, les ouvriers n'étaient pas alors organisés en syndicats. Il y avait une prise en charge de tous, au travers des assemblées générales, des délégués élus et révocables à tout moment qui centralisaient réellement une vie réelle au sein de la classe ouvrière. La création de Solidarnosc a cor-

respondu à une rupture de la dynamique même de ce mouvement.

Ce constat doit appeler à des conclusions. Solidarnosc, dès sa création, et non seulement comme le prétend le PCI pendant l'été 1981, a enfermé les ouvriers en Pologne dans une problématique réformiste, c'est à dire "comment défendre les intérêts des ouvriers et ceux de l'économie capitaliste en même temps", ce qui est une tâche impossible. Il a ainsi contribué à diviser la classe ouvrière, à lui enlever toute initiative. Solidarnosc n'est pas l'organisation que s'est donnée la classe ouvrière en Pologne pour la défendre, mais une création de la bourgeoisie pour tenter de briser la dynamique ouvrière et contribuer à l'isoler.

Aussi, il n'est pas étonnant de voir aujourd'hui encore le PCI tomber dans le piège tendu aux ouvriers en Pologne :

"Cette revendication (contre la suppression de Solidarnosc) est donc l'axe majeur du mouvement prolétarien en Pologne, la condition pour lui d'aller plus loin et de dépasser la situation présente". ("Il Programma Comunista", octobre 1982).

En avançant cette position, le PCI participe à l'action de la bourgeoisie qui, depuis des mois, tente de détourner la classe ouvrière en Pologne des véritables questions auxquelles elle est confrontée : l'isolement, la survie, etc... pour l'amener sur le terrain de la "reconnaissance de Solidarnosc".

Cette prise de position du PCI est le résultat de deux travers dans lesquels se débat le courant bordiguiste : la sclérose de leurs positions programmatiques qui n'ont pas su intégrer la transformation des conditions objectives de la lutte de classe, et la recherche d'une influence à n'importe quel prix sur la classe ouvrière qui a exacerbé les confusions d'origine, et l'a rendu plus vulnérable au poids de la contre-révolution.

La difficulté à comprendre le changement de période dans le mouvement ouvrier

Cette incompréhension des nécessités de la lutte de classe aujourd'hui face à une bourgeoisie sénile qui la contrôle grâce à la tentacule syndicale de son Etat ne vient pas d'aujourd'hui.

C'est de ne pas avoir compris les erreurs du passé, et l'évolution de la situation générale des contradictions du capitalisme que le PCI souffre. Toutes les tendances et scissions du PCI ont voulu être "celle qui revient aux sources" du bordiguisme. Or, c'est les sources mêmes qu'il faut passer au crible de la critique pour comprendre les questions essentielles de la période présente et à venir, et ne pas répéter les erreurs que le PCI continue à entretenir encore aujourd'hui.

"PENDANT la guerre, les syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie ; ils aidèrent cette dernière à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, au nom des intérêts du capitalisme". (Thèses du Second Congrès de l'Internationale Communiste, 1920).

L'Internationale, après les expériences de 14 et 17, avait commencé à entrevoir le changement d'une époque qui devenait celle "des guerres et des révolutions", formule consacrée, mais insuffisante pour comprendre l'ensemble des caractéristiques et des implications de la décadence du capitalisme. Ainsi, ayant vu le rôle d'agents de l'Etat des syndicats pendant la guerre, elle pouvait penser que, avec la fin de la guerre, pouvait finir la militarisation de la société, et que, d'organes de domination bourgeois, les syndicats pouvaient redevenir tranquillement des organes de destruction du capitalisme. Or la réalité a montré

que la décadence ne se manifeste pas seulement en temps de guerre ouverte, mais dans toute l'orientation de la société, de façon permanente, vers la militarisation et l'économie de guerre. Depuis la 1ère guerre mondiale, le capitalisme n'a cessé de militariser la société sous la botte totalitaire de ses divisions inter-impérialistes.

Dans les écrits de Trotsky en 1940 et dans ceux de Bordiga en 1951, on trouve une vision plus claire, après des décennies d'expériences, comprenant que la tendance à l'intégration des syndicats dans l'Etat est une donnée permanente. Mais cette constatation n'est qu'un aspect de la question, qui n'explique pas POURQUOI, AUCUN syndicat n'a jamais joué un rôle révolutionnaire, ni même, depuis 60 ans, dans le sens des intérêts immédiats de la classe.

En effet, la tendance de l'Etat à intégrer les syndicats se manifeste dès la seconde moitié du 19ème siècle (voir la politique de Bismarck envers l'Association Générale des Travailleurs dirigée par Lassalle ou celle du policier Zubatov en Russie qui est parvenu tout simplement à créer des syndicats). Mais tant que les syndicats restaient une forme d'organisation adaptée aux exigences de la lutte prolétarienne, il était possible de lutter contre l'étroitesse suffoquante de l'Etat, comme le firent en leur temps, avec succès, les sociaux-démocrates allemands ou les bolchéviks russes. Si, depuis 60 ans, aucune action des révolutionnaires n'a pu influencer contre l'intégration de plus en plus grande des syndicats aux rouages capitalistes, c'est parce que les syndicats sont une forme d'organisation qui ne correspond plus à rien pour la classe ouvrière, dans laquelle

il n'y a plus aucune vie ouvrière, comme le prouve amplement la désyndicalisation générale dans le monde ouvrier.

La réponse, il faut la chercher dans la compréhension des possibilités et des nécessités de la lutte prolétarienne aujourd'hui. L'Internationale Communiste (IC) avait déjà reconnu que "la lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de vie des masses accentue tous les jours son caractère de luttes sans issue"... "la restauration de la vie économique sur la base du capitalisme est impossible". (Thèses du 2ème Congrès de l'IC, 1920).

Mais, elle a maintenu une division entre "programme minimum", de revendications immédiates, et "programme maximum", révolutionnaire, comme les bordiguistes le maintiennent. "Il n'y a pas deux luttes différentes dans la classe ouvrière, une économique et l'autre politique. Il n'y a qu'une seule lutte de classe, tendant à la fois à limiter l'exploitation au sein de la société bourgeoise et à supprimer l'exploitation capitaliste et en même temps la société bourgeoise". (Rosa Luxembourg "Grèves de masse, partis et syndicats")

Plus les réformes au sein du système deviennent impossibles, plus les deux aspects de la lutte ouvrière sont impossibles à séparer. Mais plus les réformes sont devenues impossibles et plus on a vu les syndicats jouer un rôle de "conciliation" qui n'était qu'une soumission des ouvriers aux intérêts de l'Etat.

Les bordiguistes, comme l'IC en 1920, pensent encore que tout cela n'est qu'une question de "forme", et qu'il suffit que les conditions soient révolutionnaires et que le parti intervienne pour transformer les syndicats en organes révolutionnaires : "Un tel processus de dégénérescence des syndicats ne peut être considéré comme irréversible. Si l'offensive capitaliste trouve en face d'elle un parti communiste fort (...) des syndicats de classe pourront renaître, de rien ou de la conquête, peut-être à coups de bâton, des syndicats actuels". (Bordiga, 1951).

Pourtant, l'IC a été amenée à reconnaître certaines formes où ne pouvait se développer la vie révolutionnaire : "Les conseils d'usines ne peuvent jamais remplacer ces organismes centralisés et non localistes que sont les syndicats, ni avant la prise du pouvoir, ni à plus forte raison sous la dictature prolétarienne et dans l'organisation économique du communisme" (Programme Communiste, n°60, 1973).

Cette "forme" de conseils d'usines correspondait à un contenu : l'illusion gestionnaire de pouvoir gérer sa misère au sein du système, chacun dans son

L'activisme syndical du PCI l'entraîne à intervenir à contre-courant de la révolution

Où en est arrivé le PCI dans son travail "d'apporter la conscience révolutionnaire aux ouvriers dans les syndicats" ?

Pendant les périodes où il n'y a pas de luttes, ils se sont essouffés dans des organismes où les ouvriers ne sont pas ... pour en arriver à quoi ?

On trouve une illustration de la "pratique révolutionnaire" du PCI dans les syndicats dans la brochure publiée en 1978 : "Postiers en lutte" :

"Notre intervention, faite au nom de la CGT, tira le bilan des importants acquis organisatifs de la lutte et mit l'accent sur les méthodes de lutte directe utilisées, bien que la critique des bureaucraties réformistes n'ait pu être faite que de façon voilée et non directe (...)."

Mais qu'ont ils donc à dire ces révolutionnaires, s'ils ne font pas la critique impitoyable de ce qui enferme les ouvriers dans des problématiques sectorielles, dans des illusions de réformisme, qui les divisent et les affaiblissent ?

coin. De même, la "forme" syndicale correspond à un contenu : celui de l'illusion d'une possibilité de défense permanente des ouvriers dans le cadre du système, de la réforme partielle de ce système. C'est pourquoi la structure syndicale ramène toujours au corporatisme, à la division, alors que la dynamique révolutionnaire pousse vers l'union la plus large des ouvriers, qui dépasse les secteurs et branches d'industrie, et tend à s'affronter beaucoup plus immédiatement et directement à l'Etat bourgeois.

Le 20ème siècle a été marqué par une expérience : depuis 1905, CHAQUE FOIS que la classe ouvrière a développé sa force, elle l'a fait dans un mouvement sporadique, de masse, qui tendait à poser, en les confondant, les revendications immédiates et la transformation de la société. Le reste du temps, la classe ouvrière est restée apathique, vulnérable, morcelée et défaite. La conscience ouvrière ne peut se développer dans les syndicats. Elle se développe QUAND IL Y A LUTTE, dans les assemblées générales, dans leurs comités de grèves, dans la véritable vie de la classe, dont le développement donne lieu à la formation de conseils ouvriers, qui ne sont pas des "organes économiques" mais l'organisation de l'ensemble de la classe se posant la question de l'orientation de la société. Les syndicats, avec leur corporatisme, avec leur délégation permanente des responsabilités à quelques-uns, avec leurs conciliations économiques pour le bien de la patrie SONT UN OBSTACLE A TOUT DEVELOPPEMENT DE LA FORCE DE LA CLASSE. "Le but ultime des communistes est de transformer les syndicats en instruments de la révolution" (Programme Communiste, n°60) disent les bordiguistes. Non. Les syndicats ne le seront jamais. Il faut briser les syndicats, et l'esprit syndicalistes sous toutes ses formes, pour que puisse éclore la possibilité d'une révolution sociale. L'idée que les "syndicats seront ce que nous en ferons" est fautive. La preuve en est que les bordiguistes, au cours de leur histoire, sont de plus en plus devenus "ce que les syndicats en ont fait". A sous-estimer la force de l'Etat à travers les syndicats, les bordiguistes en sont venus aux pires compromis. A vouloir à tout prix redonner vie à un cadavre, ils se sont fossilisés. A être obsédés par l'idée de "donner la conscience à la classe", ils sont en retard sur la critique même que fait la classe dans ses luttes du syndicalisme et contribuent à enfermer les ouvriers dans une vision morcelée de leurs luttes.

Les scissionnistes d'"El Oumami" reprochent au PCI d'être en retard parce qu'il n'intervient pas assez pour lancer le mouvement à partir des luttes "nationales" et "syndicales". Et le PCI, dans "Il Programma Comunista" d'octobre 82 semble aller dans le même sens, "ce qui s'est révélé, c'est la difficulté à définir des objectifs plus immédiats".

Si les positions révolutionnaires n'ont pas encore un écho dans la classe ouvrière :

- 1) ce n'est pas parce que le Parti ne fait pas son travail de pédagogie,
- 2) ce n'est pas une raison pour défendre des positions contre-révolutionnaires.

réunions publiques

Scissions dans le PCI: La crise des organisations révolutionnaires face aux exigences de la situation actuelle

Depuis la fin des années 60, la classe ouvrière, en engageant la lutte internationalement (1968 en France, 1969 en Italie, 1970 en Pologne, 1975-76 en Espagne, etc.) a mis un terme à 50 années de contre-révolution.

La grève de masse en Pologne en 1980-81 a marqué le point le plus haut d'une nouvelle reprise qui mène à des affrontements de classe décisifs qui décideront du sort de l'humanité : révolution ou guerre.

La bourgeoisie à l'échelle internationale reconnaît le danger mortel pour son système contenu dans la combativité ouvrière. Par dessus les frontières nationales et même celles des blocs, la classe capitaliste col-labore pour faire face au danger de la grève de masse. Le prolétariat n'aura pas devant lui une bourgeoisie surprise et déconcertée comme dans la première vague de 1968 : il affrontera une bourgeoisie avertie, préparée à utiliser au maximum ses capacités de mystification, de dévoiement et de répression.

Le processus d'unification internationale de la classe ouvrière dans sa lutte pour la destruction du capitalisme s'annonce comme un processus long et difficile. C'est à cette réalité que les minorités révolutionnaires qui participent du processus de prise de conscience de la classe ouvrière se trouvent confrontées. Loin d'être à la hauteur des exigences de la période actuelle, les organisations révolutionnaires sont extrêmement minoritaires et se débattent dans une confusion politique et une dispersion organisationnelle profondes.

Depuis plus d'un an, les faiblesses n'ont fait que s'accroître dans des disparitions de groupes et des scissions. Ce phénomène culmine aujourd'hui avec la crise qui secoue le Parti Communiste International qui, après une vague d'exclusions et de nombreux départs voit la majorité de l'organisation rejoindre les positions les plus chauvines et les plus nationalistes de la bourgeoisie, et dont subsiste un PCI "maintenu" considérablement réduit. Cette organisation paye le prix de sa sclérose politique et organisationnelle. Son incapacité à tirer un bilan critique de la vague révolutionnaire des années 17-23 et des positions de l'Internationale Communiste - en particulier sur la question nationale et syndicale, sur la question de l'organisation des révolutionnaires et du parti -, son incapacité à comprendre les enjeux de la période actuelle, l'ont mené tout droit à l'opportunisme, à l'activisme, jusqu'à la dislocation de l'organisation.

C'est une responsabilité de l'ensemble des organisations révolutionnaires de tirer les leçons de cette crise qui exprime la faiblesse générale du mouvement révolutionnaire aujourd'hui, de contribuer à ce que la décan-tation nécessaire et inéluctable ne se transforme pas en dispersion des énergies révolutionnaires.

L'histoire ne pardonne pas et si les organisations révolutionnaires au-jourd'hui ne sont pas capables de répondre aux exigences de la situation, elles seront balayées sans recours.

Nous pouvons très globalement définir les exigences de cette époque :

- la nécessité d'un cadre programmatique cohérent synthétisant les acquis du marxisme à la lumière d'une critique des positions de la 3ème Internationale ;
 - la capacité d'appliquer ce cadre à une analyse de la situation actuelle du rapport de force entre les classes ;
 - une compréhension de la question de l'organisation des révolutionnaires comme une question politique à part entière, la nécessité de créer un cadre international et centralisé pour cette organisation, de définir clairement son rôle et sa pratique dans le processus d'unification de la classe ouvrière vers le regroupement des révolutionnaires.
- C'est ce que nous proposons de débattre dans nos réunions publiques.

ATX-EN-PROVENCE

Permanence : mercredi 15 décembre de 18h à 19h au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs,

BORDEAUX

Réunion Publique, le samedi 11 décembre à 17h au café Victor Hugo, 52 Cours Victor Hugo ;
Contact-diffusion : vente au marché Saint-Michel, le 11 décembre de 10h à 11h.

CLERMONT-FERRAND

Réunion Publique, le vendredi 17 décembre à 21h à l'ancien Lycée Blaise Pascal.

LILLE

Réunion Publique le 11 décembre à 15h30, 23 rue Gosselet (MNE).

LYON

Réunion Publique le vendredi 10 décembre à 21h à MAJO, Impasse Métral, Villeurbanne (métro République) ;
Permanence : le 7 décembre à 18h, même adresse.

MARSEILLE

Réunion publique le vendredi 10 décembre à 21h, 205 rue Sainte-Cécile, 13005.
Permanence : le 22 décembre de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar", 4, Cours Joseph Thi Thierry.

MONTPELLIER

Contact-diffusion le 2ème samedi de chaque mois de 11h à 12h30 au Marché aux Puces.

NANTES

Réunion Publique, le vendredi 17 décembre à 17h au Centre Social des Bourderies ;
Permanence, le dernier vendredi du mois à la même adresse.

Contact-diffusion le 2ème samedi du mois de 10h30 à 11h30 au marché de la Petite Hollande.

PARIS

Réunion Publique le samedi 4 décembre à 17h au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème, Métro Porte de Choisy.
Permanences tous les samedis (sauf le s samedi de la réunion publique) à 16h à la même adresse.

ROUEN

Réunion Publique, le samedi 18 décembre à 15h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE

Réunion Publique, le vendredi 17 décembre à 21h à la Cité Universitaire de l'Arsenal, Bat. 2 ;
Permanences tous les vendredis (sauf ce celui de la réunion publique, à 18h30 à au Bar "Le Colbert", av. Saint-Exupéry, Pont des Demoiselles ;
Contact-diffusion les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois, au marché sur le boulevard (près de la Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois au marché aux Puces (Saint-Sernin) de 11h à 13h.

ERRATA

Dans notre n°103, p.4, dans la "résolution sur la situation internationale", une erreur s'est glissée dans le point 1, 17ème ligne.

Il fallait lire :
... "et antagonismes existant entre ses diverses fractions. Cette tendance au resserrement des rangs bourgeois se manifeste tant sur..."

Directeur de Publication : D.VAN CELSI
N° de Commission Paritaire : 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G. TAUTIN, 4, Passage Dieu
PARIS 20ème.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros
la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
100 F 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
55 F 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
110 F 110 F 140 F

ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
60 F 70 F 90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

PCI

(suite de la p.6)

Le PCI cherche à compenser une difficulté réelle due aux caractéristiques actuelles du mouvement ouvrier par des recettes :

"Bien souvent, aujourd'hui, le manque de perspectives empêche toute réaction collective. Nous devons proposer quelques petites initiatives, montrer comment les organiser pratiquement en s'appuyant sur les éléments les plus déterminés". ("Perspectives de lutte dans les banlieues", septembre 1982.)
Ce n'est certainement pas ce genre de "perspectives" qui manque aujourd'hui, face aux enjeux de la situation actuelle.

Tout occupé à "être suivi par les ouvriers", le PCI a oublié de se poser à fond la question de ce que les révolutionnaires ont à dire dans la situation actuelle. Quand on ne comprend pas la réalité, quand on croit que l'action des révolutionnaires peut se mener en tout temps, au sein de n'importe quelle organisation comme les syndicats, et quelle que soit la situation de la classe ouvrière, on finit par être désespéré du peu d'échos reçus par les positions révolutionnaires... et par faire n'importe quoi pour se faire écouter.

En mal de lieu de discussions permanentes dans la classe ouvrière, "où le parti puisse se faire entendre", le PCI les a cherché n'importe où : dans les comités de solidarité, les réunions syndicales, dans n'importe quelle "action" avec n'importe qui : maoïstes, trotskystes, et autres organismes contre-révolutionnaires.

Cela n'a pas eu comme seul résultat que d'épuiser des énergies dans des actions stériles : cela les a amenés à défendre autre chose que la voie de la révolution, et c'est cela le plus grave. Ce qui s'est surtout révélé, c'est l'oubli de ce que les révolutionnaires ont à défendre de façon générale : ainsi, les mêmes qui ont pu dire

"il faut démontrer surtout qu'en occident, les buts démocratiques et progressistes n'ont seulement n'intéressent pas la classe ouvrière, mais servent uniquement à maintenir sur pied un capitalisme pourri"
ont pu aussi, au nom de nécessités immédiates mal définies, penser que la meilleure façon de le démontrer était de lutter pour les "droits démocratiques" des immigrés...

C'est ainsi que les bordiguistes, ces "révolutionnaires qui devaient insuffler la révolution" dans les syndicats, sont devenus en fait des syndicalistes, en sont venus à défendre une "démocratie", un aménagement des conditions de vie à l'intérieur du système, la possibilité de luttes dans un cadre national. Mais leur activisme n'a fait que révéler ce qui est leur talon d'Achille depuis le départ, et qui aujourd'hui est plus qu'une faiblesse : un programme "invariant" qui a repris toutes les erreurs du début du siècle, sans tirer aucune expérience des luttes de la classe ouvrière depuis.

LA GAUCHE

(suite de la p.8)

dans toute son histoire. C'est pourquoi le problème de conscience ou, ce qui revient à dire le même fond, de la perspective d'action révolutionnaire, est de nouveau une affaire cruciale pour le prolétariat. Gauche / perspective révolutionnaire est un noeud de conscience que le prolétariat doit savoir trancher.

La gauche peut se représenter comme le poids des illusions de la classe ouvrière, donc le manque de conscience. Elle est le visage de sa faiblesse, elle est l'élément hétérogène et implanté dans un corps social et historique, celui du prolétariat qui ne se reconnaît pas encore pleinement aujourd'hui pour ce qu'il est et le distingué de la bourgeoisie. Le mûrissement de la conscience de son être, et de son destin, ne saurait prendre un autre aspect que le rejet hors du prolétariat de la "gauche" immiscée dans ses rangs comme un cheval de Troie.

La gauche s'est trouvée au centre de la contre-révolution, cinquante ans durant ; c'est également elle qui va poser le problème essentiel vis-à-vis du développement de la dynamique ouvrière d'aujourd'hui, vers la révolution. Jamais la révolution n'aboutira demain sans que le prolétariat ne manifeste ouvertement sa conscience de classe dans une attaque mortelle de la bourgeoisie et de son Etat au travers de la "gauche". Il ne saurait suffire de critiquer la "gauche", ou de faire sans elle, à côté, car la gauche n'est pas un poids mort de la perspective révolutionnaire mais un principe actif de réaction bourgeoise contre elle. Il faut détruire la gauche ou c'est elle qui détruira la révolution. Mx.

la gauche contre la perspective révolutionnaire

■ Sous la forme la plus adaptée à la nature de son objectif, la politique anti-ouvrière de la classe dominante s'appelle tout bonnement la gauche. La gauche, c'est-à-dire ce que les travailleurs quand ils sont sous le plein empire des illusions ont la faiblesse de désigner comme les partis "ouvriers", "socialistes" et "communistes", avec leurs appendices syndicaux.

La gauche, c'est donc directement la classe dominante du capitalisme, tout comme Chirac, Barre et Cie, mais c'est la partie de cette classe sur laquelle repose en propre le travail d'encadrer le mouvement du prolétariat à l'intérieur du champ capitaliste et étatique.

Le travail de la classe dominante en tant que gauche est double, quoique chaque volet soit lié et dépendant. D'une part, c'est une besogne pratique d'opposition au flux de la lutte ouvrière. Sous ce rapport, l'oeuvre de la gauche consiste à prévenir les luttes, quand c'est possible ou bien de les affaiblir, de les émettre, de les épuiser, de les dénaturer et de les dévoyer, mais toujours avec un même objectif : empêcher que la dynamique ouvrière ne se développe selon sa tendance, pour ainsi dire, spontanée. Par ailleurs, la

tâche de la gauche est idéologique. En effet, dans la mesure où la dynamique ouvrière ne saurait vraiment développer son contenu sans que la perspective historique qui la porte en termes objectifs ne devienne suffisamment consciente et connue dans l'esprit des prolétaires comme classe, la "bourgeoisie" a également le besoin de parer au danger sur ce terrain-là. C'est pourquoi l'ouvrage de la gauche revêt par nécessité tout un aspect de lutte idéologique contre l'idée concrète de révolution, contre la perspective révolutionnaire de la classe, en tant que projet de transformation radicale de la société présente.

La critique, mieux : l'accusation de la gauche à ce dernier point de vue est extrêmement importante dans le rapport d'antagonisme vif entre classe capitaliste et prolétariat, car la partie historiquement déterminante qui déjà commence à se jouer ordonnera de plus en plus dans les années à venir à la classe ouvrière le besoin de déclarer sa perspective propre et de la placer devant ses luttes. Sans la reconnaissance demain de cette perspective, le mouvement de notre classe bloquerait obligatoirement et serait par conséquent battu par la bourgeoisie.

L'AME DE LA CONTRE-REVOLUTION

Nous l'avons encore dit dans notre précédent numéro (cf. l'article "Les preuves historiques"), mais nous y revenons nécessairement, la gauche fut l'artisan bourgeois fondamental pour le triomphe de la contre-révolution après le milieu des années 20. Réussite pratique, d'abord, contre l'assaut anti-étatique de la classe ouvrière : ce qui démontre le plus directement ce fait, c'est l'action de la "social-démocratie" en opposition aux conseils ouvriers de 1918-19, en Allemagne. Succès idéologique, ensuite, et subséquemment à la défaite révolutionnaire du prolétariat. Dans les longues années de la période de contre-révolution, jusqu'au milieu de la décennie 60-70, la gauche a idéologiquement consommé la défaite de la classe ouvrière en agaçant la confusion de sa conscience entre socialisme et socialisation. Ainsi, les nationalisations, disait dans cette période la gauche, les Fronts Populaires, c'est le "socialisme" ! le collectivisme, proclamaient les PC, c'est la "révolution" ! Les partis stalinistes, et, à leur suite, les groupes trotskystes ont puissamment contribué à l'entreprise idéologique de la bourgeoisie contre l'idée concrète de révolution; cela en présentant à la classe ouvrière le pharamineux labour de l'Etat "soviétique" en Russie, dans les années 30, comme l'exemple vivant de la révolution "communiste" en marche. De fait, les ouvriers des années 30 et du dernier après-guerre encore ont globalement cru à ces mensonges, même quand la matériali-

té des faits suffisait à dénoncer tout contenu "socialiste" de cette socialisation de la "gauche". Le programme du Front Populaire, en France, consista à engalérer le prolétariat dans les bagnes de l'économie d'armement et dans la guerre. Le collectivisme russe avait (il a encore) le visage stakhanoviste de la plus crasse exploitation capitaliste des prolétaires. En 1945-46, en France, les nationalisations gaullisto-staliniennes s'accompagnaient, dans la propagande du PCF, de l'ignoble slogan : "Retrouvez vos manches". Lutte, mais après avoir travaillé !

Oui, la gauche, en semant cette confusion sur le contenu de la révolution socialiste, a rempli parfaitement une fonction "bourgeoise" ; elle a enraciné la contre-révolution dans le sol profond de la démoralisation qu'engendrait pour la classe ouvrière le fait d'être à la fois solidement persuadée du caractère "socialiste" des modèles qu'on lui désignait, et désenchantée, écoeurée, finalement déçue par la constatation des résultats tangibles de ces "modèles" à l'oeuvre.

Ainsi, la gauche conquerrait de haute lutte pour la bourgeoisie une victoire entière contre la perspective révolutionnaire du prolétariat : la destruction de celle-ci en tant que dynamique du mouvement et sa neutralisation, aussi, comme contenu, projet et principe d'action, c'est-à-dire comme perspective du communisme.

LA FALSIFICATION DU CONTENU DU SOCIALISME

Qu'est le "socialisme" de la "gauche" ? Il n'y a pas trente-six réponses : c'est le capitalisme d'Etat, un point c'est tout. Collectiviser les moyens et les forces de production, planifier l'économie et les marchés, "moraliser" la participation des baveurs privés de capitaux, et même carrément placer l'ensemble de l'activité de la société sous la direction de l'Etat, tout cela peut, à la rigueur, s'appeler de la socialisation, mais certainement pas du socialisme. Le socialisme, il faudrait pour le définir vraiment, beaucoup plus de lignes que nous n'en pouvons dispenser dans le cadre de cet article-ci ; le socialisme, c'est en tout cas, pour nous en tenir à une formule lapidaire, la participation matérielle et décisive de tous pour la satisfaction des besoins de chaque membre de la société. Cela ne veut pas moins dire que l'extinction de l'Etat, comme entité séparée du corps social et le dominant, ainsi que l'élimination du ressort proprement économique de l'activité productive. Le socialisme est bien une rationalisation, pour retourner contre elle un argument perfide de la gauche, mais une rationalisation qui, loin de chercher à adapter la société à la production fait tout l'inverse. Il est clair que les modèles socialistes prônés et pratiqués par la gauche, soit les "socialistes", soit les "communistes", ne vont pas du tout

dans ce sens mais exacerbent bien au contraire les tendances économiques et étatiques. La socialisation du capitalisme décadent, si on la rapporte au contenu de liberté du socialisme véritable, s'éclaire rapidement parce qu'elle est une totalitarisation de la société, la mise en coupe réglée de toute la vie sociale par l'Etat dictatorial. Ouvrons le regard sur le monde d'aujourd'hui et sans se fixer sur le modèle caricatural des pays de l'Est ou du tiers-monde, on s'aperçoit sans peine de cette emprise de l'Etat partout, même sous différentes modalités, sur les moindres aspects de la vie sociale. C'en est, de le dire, devenu un lieu commun. C'est le capitalisme d'Etat.

Engels, développant l'analyse marxiste de l'évolution historique du capitalisme disait déjà au siècle dernier que le capitalisme pouvait parfaitement se concevoir sans capitalistes privés ; l'ensemble des capitaux nationaux est dans ce cas managé par l'Etat qui agit comme capitaliste collectif, sans que rien ne change du point de vue de la misère des conditions d'existence du prolétariat. Engels annonçait tout simplement la réalité d'aujourd'hui.

Idéologique au plus haut point est donc l'argument socialiste de la gauche et comme idéologie, une arme bourgeoise contre la conscience révolutionnaire du prolétariat.

LA GAUCHE OU LA REVOLUTION

L'avenir le démontrera de plus en plus, la prise de conscience de la classe ouvrière est étroitement liée à la mise en accusation totale de l'idéologie de la gauche.

On voudrait se conforter de ce que l'époque actuelle a changé de nature : la contre-révolution est aujourd'hui derrière nous. La rentrée du capitalisme dans une phase super-aigüe de sa crise de décadence présente de nouveau à la classe ouvrière une grandiose ouverture pour le développement de ses luttes. Cela est bien vrai, tout comme il est exact de dire que les "fameux modèles socialistes" de la gauche n'ont plus du tout le même pouvoir d'illusion sur la classe ouvrière. Le restant de foi qui demeure encore (chez les ouvriers d'occident) dans le "communisme" des pays de l'Est a sans doute été pratiquement réduit à zéro à la suite des luttes de classe en Pologne, de 1980 à 1981. Il est encore juste de reconnaître que la gauche, les partis "ouvriers" ont très largement perdu de leur aura révolutionnaire ou réformiste radicale. La réussite de l'entreprise contre-révolutionnaire de la gauche au cours des années 30 tenait considérablement au fait, surtout pour ce qui concerne les PC, que

les partis ouvriers se trouvaient recouverts aux yeux du prolétariat du prestige de l'épopée révolutionnaire de la décennie précédente. Inversement, la perte d'autorité sur la classe ouvrière de la gauche aujourd'hui, est pour une part déterminante liée au fait de l'éloignement dans le temps de la vague révolutionnaire d'après 1917. Cette donnée est renforcée par le remplacement des vieilles générations ouvrières qui ont encaissé la défaite révolutionnaire par de nouvelles qui n'ont pas subi la démoralisation historique de leurs aînées.

Cependant, si on peut certainement se réjouir de l'attitude de défiance que manifeste assez volontiers le prolétariat actuel à l'égard de la gauche, la lucidité commande d'admettre que cette défiance demeure encore pur manque de foi et non une claire conscience de ce qu'est la gauche et en quoi elle représente l'ennemi principal de la perspective révolutionnaire.

Un formidable avenir de développement, oui, s'offre aux luttes ouvrières, sans doute la meilleure chance qui se soit présentée au prolétariat

(suite p.7)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.